

1159

COMMISSION DE L'ARMEE

10 mai 1918

R A P P O R T

sur

L'ARTILLERIE D'ASSAULT

présenté

par M. Abel FERRY,

Député.

-:-

1^{re} Partie: Historique, p. 1

2^e - : Organisation des services intérieurs de l'A.S., p. 4

Services du Ministère de la guerre, p. 5

Services du Ministère de l'Armement, p. 5

3^e - : Programmes et fabrications de matériels, p. 7

1^o Chars légers, p. 7

Chars légers T.S.F. p. 9

Personnel p. 10

2^o Chars lourds, p. 11

CONCLUSIONS, p. 14

Questions d'ordre général, p. 16

Questions particulières aux chars d'assaut, p. 16.

1ère Partie

HISTORIQUE

L'artillerie d'assaut aurait pu être un des éléments principaux de la libération du territoire. Elle n'a été, jusqu'ici, qu'un accessoire dans la bataille. Les gouvernements et le Haut Commandement ont manqué d'imagination. Le Parlement a manqué de persévérance. L'histoire de l'artillerie d'assaut est pour chacun une pénible leçon de modestie.

En France, trois initiateurs : un officier d'active : le général Estienne, 2 officiers de réserve : M. Aubriot, député, et le capitaine de Poix, industriel.

1^e - M. Aubriot, le premier en date, met, dès le 14 septembre 1915, en mouvement la commission du budget. Celle-ci entretient le ministre de la guerre de la possibilité de créer "des fortins automobiles pouvant franchir tous les obstacles".

2^e - le second en date, le capitaine de Poix, combattant des batailles d'Artois, "avait vu tant de fois notre infanterie partir magnifique d'enthousiasme à l'assaut, puis brusquement fauchée par une mitrailleuse insoupçonnée et le champ de bataille se couvrir en quelques minutes de cadavres, hécatombes hélas ! si souvent inutiles ! "

Il avait donc, dès le 25 novembre 1915, conçu l'idée "de voitures blindées allant par tout terrain".

Ce rapport divinatoire contient cette phrase prophétique des erreurs à venir : "Pour obtenir un résultat, il faut beaucoup de ces appareils, et puis il faut le secret, car à tout engin, on peut opposer un engin, à toute tactique une tactique, seule la

surprise est l'élément éternel du succès."

3° Enfin le général Estienne, futur directeur de l'Artillerie d'Assaut, avait, le premier décembre 1915, saisit le G.Q.G. de propositions fermes, basées sur une étude faite en collaboration avec la maison Schneider. Deux mois après, le 31 janvier 1916, le général en chef demandait la mise en construction de 400 chars Schneider. L'arme était créée.

Les Commissions de l'armée et du budget obtiennent du Gouvernement l'engagement formel que ni les chars d'assaut français, ni les chars d'assaut anglais, ne soient employés autrement qu'en masse, selon la vision prophétique du capitaine de Poix.

Mais la construction des tanks anglais a devancé la nôtre. Nous sommes alors en juin 1916 : l'attaque anglaise au nord de la Somme a stoppé au sortir des premières tranchées. Son artillerie ne sait pas encore préparer les attaques. Les tanks sont là. Les généraux anglais demandent à les employer pour relever le moral des fantassins.

Un simple officier de liaison français, si je suis bien renseigné, relève de sa promesse le G.Q.G. anglais. Les tanks font leur apparition sur le champ de bataille. 3.000 Allemands sont faits prisonniers. On prend je ne sais plus quel village.

Succès tactique apparent qui, hélas ! dissimule un échec militaire : car l'emploi des tanks est désormais connu de l'ennemi.

Les Allemands opposent "tactique à tactique" ! Ils créent sur tout le front une tranchée de 4 mètres de largeur que ne peuvent franchir ni les tanks français ni les tanks anglais.

Ainsi les tanks français n'ont pas encore servi qu'ils sont déjà démodés.

L'emploi prématué de leurs camarades anglais a averti l'ennemi. Aussi quand un an plus tard, le 16 avril 1917, les St-Chamond et Schneider entrèrent dans la bataille devant Juvincourt, ce fut, malgré des prodiges d'héroïsme, un lamentable échec.

Cambrai fut une révélation : "l'éternel élément de surprise" dont parlait le capitaine de Poix, joua enfin. Les chars anglais percèrent les lignes allemandes. Mais le Haut Commandement anglais, comme le nôtre, n'avait pas cru aux chars.

Si je suis bien renseigné, c'est à l'instigation de Lloyd George que l'attaque en masse des chars fut tentée devant Cambrai. Aussi Douglas Haig n'ayant pas prévu la percée ne l'a-t-il pas pu soutenir par des divisions d'exploitation. L'armée anglaise, 10 jours après, fut sévèrement ramenée sur ses lignes.

Victoire du matériel nouveau, échec du Haut Commandement britannique. Tel fut le bilan de l'opération.

Ainsi les chars d'assaut sont une invention d'officiers combattants, de réservistes, de gens de l'arrière. Ils ne sont pas nés spontanément de la méditation de l'un des deux hauts commandements.

Seul le général Pétain a marqué à cette arme, depuis son arrivée, une constante sollicitude : mais, à l'heure actuelle, ce n'est pas encore une arme choyée ni suivie.

Ni moralement, ni matériellement, les chars d'assaut n'ont la priorité, ce rapport en sera la longue démonstration.

2^e Partie

ORGANISATION des SERVICES

INTERIEURS de l'ARTILLERIE d'ASSAUT

Service du Ministère de la Guerre. - Ayant faiblement cru à l'artillerie d'assaut le Gouvernement n'en a pas organisé les services au ministère de la guerre jusqu'à l'arrivée de M. Clemenceau, qui, sur l'initiative des commissions de l'armée et du budget de la Chambre, a créé une sous-direction de l'A.S.

Malgré un gros labeur et d'heureuses initiatives, le rendement de cette sous-direction a été faible.

Pourquoi ? Parce que cette sous-direction dépend des services de l'artillerie elle-même.

Or, l'artillerie d'assaut ne peut développer son programme de fabrications, qui mange beaucoup d'acier, qu'aux dépens des autres armes et notamment de l'artillerie.

Sa subordination à la direction de l'artillerie ne permet pas au ministre d'arbitrer entre les besoins des deux armes qui, sur le champ de bataille, répondent à des besoins et à des conceptions tactiques différents.

Le mieux eût été, il faut le reconnaître à l'usage, de créer une Direction indépendante au ministère de la Guerre.

Mais pour cela il faut une loi. Nous déposons donc en notre nom, M. Renaudel et moi-même, une proposition de loi dans ce sens.

Mais en attendant, la Sous-Direction a besoin d'une indépendance de fait auprès du Ministre. Il serait désirable que le Ministre de la Guerre reçut directement à la signature le directeur de

l'A.S.

Enfin la S/Commission émet à l'unanimité le voeu que le Ministre de la guerre rattache l'actuelle S/Direction de l'artillerie d'assaut non pas à la direction de l'artillerie, mais à la direction de l'infanterie. L'A.S. n'est pas une arme pour artilleurs : c'est une arme à la disposition de l'infanterie.

Voici un bel exemple d'absurdité bureaucratique : l'A.S. se recrute directement parmi les officiers de toutes armes. Par contre, dans l'A.S. même, un S/Officier ayant déjà pris part à des combats de tanks, ne peut pas être promu au grade de S/Lieutenant, lorsque son arme d'origine est la cavalerie ou l'infanterie, sans avoir au préalable suivi pendant un trimestre les cours de Fontainebleau. Quel besoin -a-t-il d'apprendre pendant trois mois le maniement du 75 ou du 155 ? Aucun. Mais la direction de l'artillerie lui applique, imperturbable, les règlements qui sont faits pour les artilleurs.

Telles sont les chinoiseries auxquelles conduit le rattachement de l'A.S. à la direction de l'artillerie.

Services du Ministère de l'Armement. - Au Ministère de l'Armement, l'A.S. se trouve dispersée entre trois services : ajoutons le cabinet qui, en fait, est un quatrième service, on aura une idée de la correspondance qu'échangent pour un même objet, entre eux, ces quatre bureaux indépendants.

Je suggérerais qu'au moins la plupart des services du ministère de la guerre et de l'armement soient réunis dans un même **local**. On épargne tant de papiers à être portés à porte !

Sans doute, serait-il préférable que le ministère de la guerre et le ministère de l'armement n'aient pas été séparés. Mais le minis-

tère de l'armement s'est créé, dans cette guerre, autour de fortes personnalités. Ceux-là même qui avaient critiqué cette organisation ont dû la conserver.

Seulement le Ministère de l'armement a une charge qui suffit à son homme.

Que le Gouvernement prenne garde de donner trop de besogne à M. Loucheur, sa prodigieuse activité, sa préparation unique, son don de décision entraînent le Gouvernement à le charger successivement de toutes les tâches délicates : armement, aviation, charbons, travaux sur le front, etc... ; souvent chez les Alliés, sans cesse sur le front avec le ministre de la guerre ou à sa place, c'est trop pour un seul homme, quelles que soient ses forces.

De là, dans le détail des affaires, comme celle des chars d'assaut, des à-coups, des retards, des promesses non tenues et un jour, de la part de ceux-là même qui lui font le plus de crédit, des vivacités de discussion en commission.

Il n'est pas conforme à l'intérêt public de charger de tant et de si diverses besognes, même l'actuel ministre de l'Armement.

ARCHIVES DÉCLASSIFIÉES NATIONALES
K65

3^e Partie

PROGRAMMES et FABRICATIONS de MATERIELS

Un bref aperçu des retards de nos fabrications et une courte étude de nos programmes suffira pour que ces critiques ne paraissent ni excessives ni trop vives.

Chars légers.— Le char Renault réalise enfin le canon d'accompagnement que depuis trois ans espère notre infanterie. C'est le futur vainqueur de la mitrailleuse.

Il a été conçu par la collaboration du général Estienne et de M. Renault, voici un an et demi en novembre 1916, en dehors des services du ministère de l'armement.

Les premiers essais sont de mars 1917.

Malheureusement l'armement n'y a pas cru. Le ministre de la guerre n'était renseigné par aucun service.

Y eût-il, comme on l'a dit, des rivalités de groupements industriels ?

Toujours est-il que les tôles n'ont commencé d'arriver que lorsque les commissions parlementaires, émues par le succès des tanks anglais à Cambrai, ont enfin prêté leur appui aux demandes du général en Chef.

Car le G.Q.G. n'a jamais varié sur ses demandes de chars Renault.

Dès le mois de novembre 1916, voici 18 mois, le général en Chef demandait un millier de chars.

Au mois de juin, il portait cette demande à 3.500.

Le Ministre de l'Armement faisait, au mois de juillet 1917, et

renouvelait au mois de septembre, la promesse de livrer dès la fin de décembre, 450 chars. Le 28 octobre il promettait d'en fournir mille pour le 31 mars 1918. Devant les commissions de l'armée et du budget, il s'engageait formellement, au mois de janvier dernier, à sortir, pour le 31 mars 800 chars.

La lecture des procès-verbaux des commissions est instructive à cet égard. Elle avertira les commissions de ne pas trop se fier aux promesses du ministre de l'armement.

Ces promesses ne furent pas tenues. Le Ministre de l'Armement prétendit pourtant qu'elles l'étaient devant la commission de l'Armée.

Ah ! si l'on avait eu, devant Montdidier, le 21 mars, quelques centaines de chars Renault aptes au combat, l'ennemi n'étant pas retranché et n'étant pas suivi de ses canons lourds, les chars Renault eussent rejeté l'infanterie allemande au canal Crozat et même sur ses positions de départ. C'est un regret qu'on entend souvent exprimer dans l'armée ; il explique pourquoi le ministre de l'armement continua à discuter sur les statistiques : le 5 avril, quelques jours après son audition, il écrivait à la commission en affirmant que, le 5 avril au soir, 117 chars étaient à la disposition de la guerre.

Le 19 avril, le Ministre de la guerre lui-même écrivait que le 6 avril il n'était arrivé que 72 chars "dans des conditions de précarité (sic)". De précarité certes ! les 3/4 de ces chars n'ont pu, même sur le terrain d'expérience, faire plus de quelques kilomètres.

La maison Renault a dû reconnaître la nécessité de démonter et remonter tous ces chars.

L'envoi avait été hâtif et fait pour donner une satisfaction

d'apparence aux commissions parlementaires.

Enfin, le 6 mai, on me déclarait personnellement au G.Q.G. qu'une soixantaine de chars seulement étaient aptes au combat.

Ce bluff, car il faut appeler les choses par leur nom, a failli avoir une conséquence tragique. Pour prouver que l'on avait fabriqué des Chars Renault, on a poussé à l'emploi immédiat de la poignée de chars qui étaient aux armées.

Les procès-verbaux de la Commission de l'Armée du 2 avril, une lettre de votre rapporteur que je viens de vous lire, une conversation que M. Renaudel et moi, avons eu l'occasion d'avoir aux armées avec M. le Président de la République, informé comme à l'ordinaire de l'état de la question, ont pu arrêter cette folie : car, selon la parole du capitaine de Poix, les Allemands, dès qu'ils connaîtront les chars Renault "opposeront tactique à tactique, il faut beaucoup de ces appareils pour un résultat."

Or, j'étais trop optimiste lorsqu'il y a un mois, j'écrivais que l'armée posséderait entraînés, aptes au combat à la fin de mai 6 bataillons (450 chars) soit de quoi attaquer sur un front de 6 divisions, c'est-à-dire de 12 à 15 klms.

A la fin de juillet, 10 bataillons (750 chars), soit de quoi attaquer sur un front de 10 divisions, soit d'environ 20 klms.

Il faut décaler ces prévisions d'un mois au moins.

Chars légers T.S.F. - La liaison sur le champ de bataille, c'est la grande préoccupation du fantassin.

Combien dans les popotes en a-t-on parlé et reparlé ! Que de souvenirs d'erreurs tragiques ! Ici c'est notre artillerie qui érase nos vagues d'assaut, là ce sont des occasions manquées. Tantôt, c'est le commandement qui n'a pas pu savoir, tantôt, c'est l'artillerie

qui n'a pas pu protéger ou soutenir.

Pas de liaison, c'est le fantassin abandonné seul sur le champ de bataille. Blinder la T.S.F., c'est mettre la liaison à l'abri des coups de l'ennemi et à même de voir mieux encore que le fantassin sur le champ de bataille.

Les chars blindés T.S.F. donnent donc la solution de l'un des plus angoissants problèmes de la guerre.

Or, il n'y en a pas actuellement aux armées !

En mai 1917, le général commandant l'A.S. a commencé ses démarches. Il les réitère vainement, verbalement, par écrit ; les lettres sont au dossier.

Enfin au mois d'octobre le général Estienne s'entend officieusement avec M. Renault.

L'armement fait des observations à M. Renault pour avoir osé, à la requête du général Estienne, faire un modèle de char léger T.S.F. que depuis six mois l'armement ne faisait pas. M. Renault n'en tient pas compte, et c'est le 10 décembre, 3 mois après la première démarche du général Estienne que les premiers chars T.S.F. font leurs essais.

Grâce au retard des chars mitrailleurs et des chars canons, les chars T.S.F. pourront être donnés aux Compagnies d'ici la fin du mois.

Personnel.— Ce ne fut pas sans étonnement que M. Renaudel et moi-même découvrîmes, voici un mois environ, que ce merveilleux petit instrument de combat était confié à un personnel de malades, d'impaludés dans la proportion de 1/4, de jeunes gens récupérés des classes 17 et 18 qui n'avaient jamais vu le feu.

La S/ Direction de l'A.S. avait, à la vérité, demandé aux armées de lui fournir des fantassins "triés sur le volet" mais il n'avait pas été tenu compte de sa demande.

C'est une preuve de la faiblesse de cet organisme administratif. Voici seulement quelques jours, qu'à la suite des démarches réitérées, le général en chef a promis de donner, au fur et à mesure, 3.800 fantassins volontaires, d'élite, pour monter les petits chars d'accompagnement. J'en ai reçu l'assurance au G.Q.C. Mais ces fantassins reçoivent à Cercottes une instruction insuffisante par suite de l'absence de discipline qui y règne ; soldats et officiers vont à Orléans et même à Paris, sans permission.

De tous ces faits, il résulte que l'A.S. n'est pas encore une arme choyée ni suivie.

Char lourds.— Les chars d'assaut n'ont pas la priorité.

La faiblesse des commandes de chars lourds, passées par l'armement, par rapport à l'importance des désiderata formulés par le Haut Commandement en est la preuve.

Le général Pétain, le 16 février 1918, a demandé 900 chars lourds pour la bataille du printemps 1919.

5 jours après, le ministre de la guerre, plus gourmand encore que le général en chef, arrondissait le programme nécessaire au printemps 1919 à un millier de chars lourds. Or, ce programme, le ministère de l'armement l'a ou réduit ou retardé. En voici la preuve :

Production interalliée.— A la fin de l'année dernière, américains et anglais, d'accord, ont décidé la création d'une usine interalliée de montage à Châteauroux.

Leur demande d'autorisation, de la dite usine, date du 21 dé-

cembre. Bien qu'elle fût renouvelée par le général Pershing le 24 janvier et appuyée par les services du ministère, à la même date, l'autorisation n'a été accordée que le 28 février avec 2 mois pleins de retard.

Pourquoi ces lenteurs administratives qui se répercutent sur la sortie des programmes.

L'usine de Châteauroux, montée pour sortir en grande série les chars lourds, sera d'un démarrage assez lent. Les Américains et les Anglais espèrent 1.500 chars Liberty au 1er mars 1919, la S/Direction des chars d'assaut du ministère de la guerre ne compte pas sur plus de 900 chars.

La S/Direction a donc saisi le Comité interallié de Versailles d'une demande de révision des répartitions des chars lourds produits par l'usine de Châteauroux.

Nous avons donc l'honneur de demander au Gouvernement : Le Comité interallié de Versailles a-t-il pris une décision ?

Quelle part a-t-il attribuée à la France ?

Au surplus, l'intérêt de cette répartition entre Français et Américains sera très atténué, si, comme nous l'espérons et comme nous en saisirons prochainement la Commission de l'armée, le Gouvernement français est décidé à ne pas laisser créer un front américain indépendant du front français.

Dans cette hypothèse, la totalité de la production de l'usine de Châteauroux sera affectée, dans la même bataille, aux divisions amalgamées franco-anglo-américaines. Dans cette hypothèse, on pourrait donc escompter pour l'armée française, pour l'attaque franco-américaine en mai-juin 1919 au minimum 60 chars de 60 tonnes des chantiers de la Seyne, 900 chars Liberty de 40 tonnes et au maxi-

mum 300 chars de 60 tonnes, 1.500 chars de 40 tonnes, c'est-à-dire de quoi réaliser une surprise stratégique.

Production française. - A la suite d'essais auxquels a assisté notre collègue, M. Breton, directeur du service des Inventions, le choix des organismes compétents s'est arrêté sur un char C. 2 des chantiers de la Seyne, dont, pour aller plus vite, il n'a pas été fait de modèle. Le général en chef en demande 300. La direction de l'artillerie d'assaut du ministère de la guerre en demande 300 pour le 1er mars 1919. Le ministre de l'armement passe une commande de 60 à 100 chars.

60 à 100 chars correspondent à un front d'attaque de 3 divisions. Dans ces conditions les chars lourds de 60 tonnes ne seraient, au printemps de l'année prochaine, qu'un échantillon de matériel sur la ligne de bataille.

La commande a été passée, par le ministère de l'armement avec un retard de 8 semaines. Pourquoi ? Il n'y a pas d'autre explication que la mauvaise organisation des services de l'artillerie d'assaut au ministère de l'armement.

J'ajoute qu'il n'y a pas de dessin définitif et d'ensemble du char commandé et de son aménagement intérieur. On a perdu du temps pour obliger la guerre à passer par où on voulait la maison de construction.

A ces délais de livraison, il faut ajouter un trimestre pour l'instruction du personnel.

Le Haut Commandement français n'aura pas les chars lourds, nécessaires pour attaquer sur un front de 40 klms, avant mai-juin 1919.

L'A.E. Francaise est donc inférieure à celle de nos alliés anglais quant aux types et quant au nombre de matériels, inférieurs à l'artillerie d'assaut allemande quant aux types et bien-tôt, d'après nos renseignements, quant au nombre des appareils.

CONCLUSIONS

Le programme de fabrication de nos chars d'assaut doit être placé dans le programme général et total de nos fabrications de guerre. Le Ministère de l'Armement prévoit dès maintenant de fortes réductions sur ses disponibilités d'acier.

A quelle fabrication donnera-t-il la priorité ?

C'est fonction du plan stratégique du Haut Commandement pour les années 1918 et 1920 ? Nous disons l'année 1920, car au train dont va la collaboration franco-américaine et anglo-américaine, l'armée américaine ne sera, au début de 1918, qu'un appoint sur la ligne de bataille.

Quels enseignements le Haut Commandement et le Gouvernement ont-ils tirés de la dernière offensive allemande et de trois années d'efforts infructueux pour rompre le front allemand ?

Les Commissions du budget et de l'armée dès la fin de 1915 avaient suggéré de chercher la percée dans une attaque où la surprise stratégique jouerait enfin le rôle prédominant.

"Organiser le front partout en terrains offensifs, Tromper l'ennemi sur le point et sur la date même de l'attaque, réaliser "la préparation partout et la surprise quelque part", tel fut notre programme : A peine nous répondit-on !

Dans des poussées successives nos chefs ont usé l'infanterie

l'armée et la France : de 1.100.000 hommes nos fantassins sont descendus à 500.000 hommes.

Les Allemands, par contre, ont dans leur dernière attaque préparé le terrain, de la frontière suisse à la mer du Nord. Ils ont surpris les Alliés. Bénéfice : 1 millier de canons, 80.000 prisonniers, 30 klms d'avance.

Après cette expérience, nous avons le droit de demander si la surprise sera exclue de nos futures offensives comme elle l'a été de toutes nos offensives passées ?

Le programme d'armement doit s'adapter à la conception stratégique du Haut-Commandement. Selon que celui-ci attend la rupture et la victoire d'un écrasement méthodique des lignes adverses ou d'un effet de surprise, l'ordre de priorité des divers matériels doit être différent.

Artillerie longue et courte ou bien avions, chars d'assaut et projectiles de neutralisation.

Provoquer, après l'expérience acquise par l'offensive allemande, une révision de nos programmes de fabrications, en harmonie avec la conception stratégique que le Haut Commandement a des batailles futures : tel est le but principal de ce rapport.

QUESTION D'ORDRE GENERAL

La Commission, considérant qu'après l'expérience des dernières batailles une révision de l'ensemble de nos programmes d'armement s'impose, invite le Gouvernement à consulter le général en chef français et le général en chef interallié sur l'ordre de priorité des divers matériels par eux demandés.

QUESTIONS PARTICULIERES AUX CHARS D'ASSAUT

1° Est-il exact qu'il y ait 13.640 tonnes d'acier immobilisées dans les usines pour les cuirassés du type Béarn, et dont une partie tout au moins pourrait être utilisée pour les blindages des chars lourds ?

2° La S/Commission invite le Ministère de la guerre à rattacher la S/Direction de l'A.S. de préférence à la direction de l'infanterie plutôt qu'à la direction de l'artillerie.

3° Ne pourrait-on pas pratiquement réunir, autant que possible, dans un même corps de bâtiments les divers services des ministères, de la guerre et de l'armement, qui s'occupent des chars d'assaut ?

4° Quelle mesure le Ministre de la Guerre compte-t-il prendre pour assurer une instruction intensive et une stricte discipline à Cercottes ?

5° Pourquoi y a-t-il eu un retard de deux mois à l'autorisation, de l'usine interalliée de Châteauroux, sollicitée par les Américains ?

6° Combien le Comité interallié de Versailles a-t-il attribué à la France de chars Liberty ?

7° Combien de chars C. 2 le Ministre de l'armement peut-il

fournir et à quelle date ?

8° Pourquoi n'a-t-il pas été fait de dessin définitif et d'ensemble du char C. 2 en commande ?

9° Pour quelle raison raisonnable oblige-t-on un S/Officier de char d'assaut et même un aspirant sorti de St Cyr à passer par Fontainebleau avant d'être promu S/Lieutenant d'A.S., alors que le corps d'officiers d'A.S. est lui-même recruté directement dans toutes les armes, que les cours de Fontainebleau n'ont aucun rapport avec l'A.S. et qu'il a déjà été, à ce sujet, adressé par tous les dirigeants de l'A.S. de vaines réclamations à la Direction de l'Artillerie.

Ce rapport est adopté à l'unanimité par la commission du budget qui en décide l'envoi au Ministre de la Guerre et au Ministre de l'Armement.

ARCHIVES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE